

Thomas Franck

Raconter le MIR : de Bautista Van Schouwen à Carmen Castillo

Seraing, le 13 décembre 2023

La Cité Miroir a réalisé et organisé une exposition durant l'été 2023 consacrée à l'expérience de l'Unité Populaire chilienne, au travers d'affiches politiques récoltées par Sergio Poblete (général d'aviation et ministre d'Allende) et par sa fille, Monica Cantillana Poblete. Notre volonté était d'arrêter symboliquement l'exposition le 10 septembre 2023 afin de renverser une certaine tendance dans la mémoire de cet événement, celle qui consiste à parler du coup d'Etat plutôt que de la démocratie sociale mise sur pied pendant moins de 3 ans par Salvador Allende et son gouvernement.

Il me semble nécessaire de rappeler plusieurs grandes tendances et réalisations de l'Unité Populaire avant de parler de ce qu'était le MIR et de qui était Bautista Van Schouwen (militant qui a donné son nom à la maison médicale qui accueille jusqu'à aujourd'hui l'exposition). La candidature d'Allende en 1970 à la présidentielle s'est constamment revendiquée de la voie pacifiste vers le socialisme, mettant en avant la singularité d'un socialisme chilien, très différent du socialisme européen, du socialisme soviétique et du socialisme cubain. Ce socialisme chilien prône le respect de la voie légale et constitutionnelle, mais fonde son action sur une certaine radicalité à l'intérieur de ce cadre légal : nationalisation (du cuivre surtout, mais des banques aussi), redistribution des terres, gratuité des services publics (dont la médecine et l'enseignement) et accès au logement pour les plus pauvres sont, je crois, 4 des axes majeurs de sa politique.

Autre grande caractéristique du socialisme chilien, qui le rapproche de Cuba, il est anti-impérialiste autant qu'anti-capitaliste. Les capitaux étrangers exploitent en effet massivement l'extraction de cuivre et les Etats-Unis sont omniprésents dans l'économie du pays – raison des nationalisations du cuivre, sans indemnisation, voire avec dédommagement de la part des propriétaires sur-bénéficiaires. Rappelons la succession des coups d'État en Amérique latine avec l'appui américain, parfois avec une ingérence nette et attestée de la CIA, au Guatemala en 1954, au Brésil et en Bolivie en 1964 (dans les années 1970, l'Uruguay, le Chili et l'Argentine s'ajouteront à cette liste). Je mentionnerai également le massacre des étudiants protestataires à Mexico en 1971 (toujours avec

le soutien des Etats-Unis), massacre et contexte magnifiquement évoqués dans le film *Roma* d'Alfonso Cuarón en 2018. Cette omniprésence des Etats-Unis a motivé un anti-impérialisme fort, bien qu'aucune violence n'ait été déployée par le gouvernement de l'UP qualifié de « marxiste » par ses opposants, dont Nixon et Kissinger (certains s'en revendiquant bien entendu fièrement). Voici donc une grande distinction entre La Havane et Santiago : tandis que le castrisme et le guévarisme cubains prônent la voie de l'insurrection armée, notamment par la guérilla, le socialisme chilien ne défend pas le passage par une dictature du prolétariat ni un soulèvement populaire de masse. Son parti pris est rigoureusement démocratique, ce que lui reprochera le MIR, adepte du crédo marxiste selon lequel le renversement d'une classe sociale (en l'occurrence la bourgeoisie) ne se réalise jamais pacifiquement.

Quelles sont les avancées mises sur pied par l'UP et les difficultés rencontrées par elle ? En 1971, une nette diminution du chômage se fait sentir en même temps qu'une hausse des salaires pour les plus pauvres. Un réel sentiment de fierté populaire naît (perceptible surtout chez les ouvriers, chez certains paysans et chez les enseignants de l'enseignement public), accompagné d'une conscientisation politique des couches populaires et des syndicats (ce processus est bien évidemment antérieur aux années 1970). Mais progressivement une inflation et une pénurie s'installent, en raison d'une baisse de la productivité (difficile de faire du socialisme dans un capitalisme internationalisé), de la radicale diminution des investissements privés (punitions des capitaux étrangers) et de l'agitation produite par des groupes de pression économique : la grève des camionneurs de 1972 sera financée par la droite et les entreprises, comme ITT, ne cesseront leur propagande anti-communiste. S'ajoutent à cela une spéculation de la petite bourgeoisie et un marché noir déstabilisant entièrement l'économie du pays ainsi qu'une agitation violente du côté de l'extrême droite de *Patria y Libertad*. Finalement, c'est un contexte de quasi guerre civile que connaît le pays en 1973, contexte qui contraint Allende de nommer des militaires aux postes de ministres, alors que l'UP renforce sa légitimité lors des élections législatives de mars 1973 (certes avec une hausse légère et en n'ayant toujours pas de majorité). Pour rappel, l'armée est traditionnellement légaliste au Chili, comme l'illustre l'exemple du général René Schneider fidèle à Allende, assassiné dans un coup d'Etat dirigé par des militaires et soutenu par la CIA en 1970. Carlos Prats, qui sera aussi assassiné en 1974, est nommé ministre avant d'être remplacé par Augusto Pinochet. On connaît la suite.

Quelle est la place occupée par le MIR, *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, dans ce paysage politique ? Créé en 1965 par des étudiants, dont Andrés Allende, neveu du futur président, Miguel Enriquez et Bautista Van Schouwen, tous deux médecins, ce petit parti est très proche de Cuba et de sa ligne idéologique. Un rapport ambivalent s'établit alors entre le gouvernement de l'UP et le MIR, entre soutien partiel et critique gauchiste. La garde rapprochée du président Allende sera constituée, si je ne me trompe pas, de certains membres du MIR. Le mouvement participe notamment très activement à la politisation et à l'assistance des plus pauvres (logement, soins de santé, éducation politique), dans un discours et une action très clairement classistes et révolutionnaires. Il dénonce entre autres l'hypocrisie des élections et refuse de s'inféoder aux institutions et aux structures mises en place par l'État bourgeois.

La classe visée par le processus d'émancipation révolutionnaire est surtout celle des *pobladores* réunis dans les *poblaciones*, ces quartiers urbains défavorisés, et celle des paysans pauvres (les sans terre) tandis que les ouvriers sont beaucoup plus proche du PS d'Allende ou du PC de Neruda. « Les pauvres de la ville et de la campagne », alliés aux étudiants politisés, forment cette classe miriste, comme l'a bien montré Eugénia Palieraki. Les pratiques parfois violentes d'occupation et de dépossession des terres de cette classe exténuée, toujours maintenue en marge des politiques publiques, se retrouvent progressivement au sein du MIR (ce sont les fameuses *tomas* qui traduisent une subjectivation politique). Son idéologie est influencée par la prise en compte des marginalités, comme la gauche démocrate-chrétienne et la gauche du PS. Les dissidences au sein de la gauche de la DC (démocratie chrétienne) au profit d'un soutien à l'UP permettront le dialogue avec le MIR. Ce parti recrute majoritairement dans le milieu étudiant extrêmement politisé de la fin des années 1960 et est surtout actif à Concepción.

Sur le plan des idées, sa lecture du marxisme est très hétérodoxe et n'est pas inféodée au diktat marxiste-léniniste, comme le montre son intérêt pour les *pobladores* et les paysans mapuches (plutôt que pour la classe ouvrière) qui sont la réelle force révolutionnaire selon lui : rien de plus étranger à la méfiance léniniste à l'égard des paysans. L'idée du MIR est de faire passer cette classe « en soi » à une classe « pour soi » comme la très justement montré le spécialiste Franck Gaudichaud. Chaque contexte appelle à une lutte qui lui est propre : voilà peut-être d'ailleurs l'un des enseignements à tirer du nom donné à la maison médicale, qui ne doit pas être pris comme une voie toute tracée à suivre.

Je voudrais pour finir revenir sur Bautista Van Schouwen et sur la place que lui confère Carmen Castillo dans son œuvre bouleversante consacrée à la mémoire du MIR, *Un jour d'octobre à Santiago* (Verdier 1980 puis 2022). Le MIR sera victime d'une répression sans précédent et continuera une lutte clandestine contre le pouvoir de Pinochet. Militante de ce mouvement, compagne de son dirigeant Miguel Enriquez, Carmen Castillo a connu l'exil après l'attaque perpétrée par la DINA, la police politique de Pinochet, en 1974 (le fameux 5 octobre). Elle relate dans son récit l'histoire des camarades arrêtés, torturés et exécutés par la junte militaire. C'est le cas de Bauchi, tombé le 13 décembre 1973, soit il y a exactement 50 ans. Alors réfugié dans une église, il y est arrêté. On perd ensuite sa trace, en raison d'une pratique courante sous Pinochet, celle qui consiste à faire disparaître les opposants politiques (les *desaparecidos*). Face au deuil rendu impossible, Castillo entend reprendre le combat en montrant que les morts du MIR ne sont pas vraiment morts, qu'ils sont bien vivants comme un groupe qui a toujours valorisé la vie la plus normale, la plus authentique et la plus vivante. Ceux qui cherchaient la mort, ce sont les militaires, c'est la DINA, c'est la réaction. Le MIR, pour Castillo, cherchait l'action vivante, ininterrompue et sans héroïsme.

Je terminerai sur la célèbre phrase du livre de Castillo que j'ai lue lors de l'inauguration de cette exposition à la Maison médicale Bautista Van Schouwen. L'autrice l'attribue à son ami Bauchi : « Vous ne savez pas pourquoi vous torturez, moi je sais pourquoi je meurs ».